

Chronique de la Ligue

Objekttyp: **AssociationNews**

Zeitschrift: **Heimatschutz = Patrimoine**

Band (Jahr): **20 (1925)**

Heft 8

PDF erstellt am: **27.04.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

de notre pays ne restera pas à l'écart de ce mouvement de préservation. C'est par le concours moral et financier de tous que l'on parviendra au but proposé: conserver dans son cadre ce château et le rendre utilisable pour les écoles et la mairie. Aucun des amis de notre pays ne saurait rester insensible aux charmes de Dardagny, le vieux manoir, et les Genevois espèrent que par les efforts de tous les amateurs d'art, longtemps encore les grands toits et les tours domineront de leur silhouette la contrée environnante.

Louis Blondel.

Chronique de la Ligue.

Société d'Art Public (Section Genevoise du Heimatschutz). *Assemblée générale du 17 octobre 1925.* La séance a lieu dans la grande salle de la Mairie de Lancy (ancien château Pictet-de Rochemont), obligeamment mise à la disposition de la Société d'Art Public par le Conseil administratif de la Commune.

Monsieur le Dr. Boerlin, Président central, qui a bien voulu honorer la réunion de sa présence, expose les principes directeurs du Heimatschutz et forme des vœux pour le développement de la Section genevoise.

Le Président le remercie de son aimable allocution et de l'intérêt qu'il témoigne au groupe de Genève en ayant bien voulu lui transmettre personnellement les messages du Comité central.

Après la lecture du rapport présidentiel la parole est donnée à Monsieur Blondel, archéologue cantonal, qui expose à l'assistance l'historique des travaux de drainage entrepris dans la Vallée de l'Aire.

Il poursuit son exposé sur les lieux, au cours de la promenade organisée à l'issue de la Séance et qui, favorisée par un temps splendide, réunit une cinquantaine de membres de la Section.

Extraits du rapport présidentiel:

1. Loi sur les zones de constructions.

La loi actuellement en vigueur sur les zones de hauteur divise notre territoire en plusieurs régions ou zones sur l'emplacement desquelles la hauteur des constructions varie de 13 m. à 21 m. à la corniche. Cette disposition devait, dans l'esprit du législateur, assurer une barrière efficace au développement chaotique de la banlieue et concentrer, sur certains points, la construction des grands immeubles locatifs.

A l'application, elle se révéla toutefois insuffisante car son premier effet, à vrai dire inattendu, a été d'encourager la construction des bâtiments nouveaux jusqu'à la hauteur légale maximum. Et malheureusement ce fait s'est principalement produit dans des quartiers encore composés presque exclusivement de villas, dont les habitants ont été désagréablement surpris de voir s'élever sous leurs yeux les indésirables gratte-ciel qui les avaient épargnés jusqu'alors.

Il résulte de notre étude que l'étendue actuelle des quartiers nettement urbains est largement suffisante pour les besoins de la population et que la zone des constructions hautes ne devrait guère dépasser leur périmètre. Les quartiers de villas devraient, d'une manière générale, être maintenus tels quels et la zone prévue pour les constructions les plus basses devrait être plus étendue que celle prévue par la loi. Dans leur grande majorité, ces quartiers de villas ne comptent pour ainsi dire pas de grands immeubles et il est inutile d'augmenter le nombre de ces derniers en bouleversant un état de fait relativement satisfaisant. La délimitation des zones ne doit donc pas avoir pour résultat de modifier profondément ce qui existe et il est à souhaiter que les quartiers de villas restent, dans leur ensemble, ce qu'ils sont actuellement.

En résumé, nous sommes partisans d'une révision de la loi de 1918, dans le sens de la limitation des zones de construction haute et de la protection des quartiers de villas.

2. Morcellement des grandes propriétés.

La mise en vente, de plus en plus fréquente des grandes propriétés a commencé vers 1850 et a eu pour résultat des lotissements qui, le plus souvent, ont été exécutés sans plan d'ensemble. Ce manque de directives n'a pas été sans exercer une

fâcheuse influence sur l'aspect des environs immédiats de notre ville. Il n'y a pas lieu de revenir sur ce qui a été fait, mais il serait encore temps de prendre des mesures pour éviter le renouvellement des erreurs commises.

Sans préconiser aucune mesure législative, nous souhaiterions voir les propriétaires des grands domaines encore existants se grouper spontanément entre voisins, pour étudier en commun la mise en valeur et le morcellement de leurs terrains. Un plan d'ensemble ne porterait en rien préjudice à leurs intérêts et permettrait de prévoir le caractère des nouveaux quartiers à créer, ainsi que leur liaison entre eux. Une entente de ce genre faciliterait de plus la conservation de tel point de vue ou de tel groupe d'arbres dignes d'être respectés.

Un parcellement fait sans étude suffisante équivaut souvent à un manque à gagner et peut, en outre, entraver la mise en valeur des terrains avoisinants. Le manque de méthode a eu, trop souvent, pour résultat une diminution de notre patrimoine artistique et une gêne considérable pour le développement des environs de Genève. Les grands domaines, situés aux abords immédiats de la ville, occupent en effet une surface de terrain considérable et la manière dont s'effectuera leur transformation exercera certainement une grande influence sur les conditions générales de l'agglomération.

Die Wiedereinführung einer weiblichen Ausserrhodertracht durch die Heimatschutzvereinigung Appenzell A.-Rh. Auch der ausserrhodische Heimatschutzvorstand hat, angeregt durch das Vorgehen und die praktischen Erfolge in andern Kantonen, die Wiedereinführung einer Tracht für die ausserrhodischen Frauen und Töchter an die Hand genommen. Man darf sich über die Schwierigkeit der Durchführung dieses Unternehmens nicht hinwegtäuschen, denn hier handelt es sich um die Wiederbelebung einer seit vielen Jahren ganz ausgestorbenen Tracht. Natürlich kam eine Kopie der früheren Tracht nicht in Frage. Es sollte vielmehr etwas Neues geschaffen werden, das vom Alten das Gute, Schöne herübernimmt und es unter weitestmöglicher Berücksichti-



Fig. 12. Pavillon de Pictet-de Rochemont au château de Lancy près Genève.
Abb. 12. Pavillon Pictet-de Rochemont's im Schloss zu Lancy bei Genf.

gung praktischer und bequemer Tragart künstlerisch verwertet.

Zu unserer Freude liessen sich denn auch sofort Persönlichkeiten finden, die nicht nur mit der nötigen Begeisterung und aufopfernden Hingabe, sondern auch mit allem Sachverständnis sich für die Ausführung gewinnen liessen. Herr Paul Tanner, Maler in Herisau, lieferte, auf Grund sorgfältiger Studien, einen entzückenden Entwurf zu einer solchen Tracht. Fräulein Hedwig Fisch in Trogen, Fachlehrerin für kunstgewerbliche Handarbeiten, leistete uns bei der Farbenabstufung und Beschaffung der verschiedenen Stoffe zu den Trachtenteilen ausgezeichnete Dienste und die Frauenarbeitschule im benachbarten St. Gallen verlieh dem neuen Kleide die uns freudig überraschende Form. So wurden wir, unter fördernder Mitarbeit von Frau Meier-Sonderegger in Heiden, mit zwei ersten Mustertrachten fertig, zu deren Besichtigung wir die Öffentlichkeit auf den 30. August l. J. nach dem zentral gelegenen Vögelins-egg/Speicher einladen konnten. Ueber 300

Personen waren aus allen Gemeinden herbeigekommen. Der ansehnlich grosse Saal mochte die dichtgedrängte Menge bei weitem nicht zu fassen, sodass sich der Vorstand zu einer zweiten Vorführung der Tracht im Freien gezwungen sah: Ein ganz modern anmutender, ziemlich fussfreier, farbig gestreifter Wollrock, ein loses, mit der Grundfarbe des Rockes übereinstimmendes, Seidenmieder über einem weissen Gställli, vorn mit diskretem, farbigem Einsatze abgeschlossen, über die Schultern ein schwarzes, besticktes Fichu, eine schwarze Seidentaffelschürze, die für frohe Anlässe durch eine farbige ersetzt werden kann und ein reizvoll zierliches schwarzes Tüllhäubchen.

Das Fichu wird vorn auf der Brust mit einer Brosche zusammengehalten. Das Haar wird mit einem bei Töchtern versilberten, bei Frauen vergoldeten Filigranpfeil geschmückt. Für den Halsschmuck ist eine Granatenkette vorgesehen, aber nicht vorgeschrieben, da auch anderer gediegener Schmuck zulässig ist. Die Tracht ist in vier Farbenversionen erhältlich, dunkelgrün, blaugrün, rostrot, dunkelrot. Der Preis stellt sich auf zirka 150 Fr. ohne die Schmuckteile.

Die Tracht darf sich neben derjenigen des innerrhodischen Landesteiles sehr wohl sehen lassen, wenn sie sich auch durch ihre weit geringere Buntheit in bewussten Gegensatz zu ihr stellt. Schon die alte Ausserrhodertracht war etwas durchaus anderes als die Innerrhodertracht. Es ist deshalb nicht verständlich, wenn man kritisiert, die neue Ausserrhodertracht lehne sich zu wenig an die innerrhodische an! Am jüngsten Trachtenfest vom 12. September in Bern war unsere Tracht zum erstenmal durch sechs Töchter vertreten. Und wir durften von mancher Seite vernehmen, dass sie auch dort sehr gut gefallen hat. Aber auch bei uns in ihrer Heimat hat sie mit ihrer vornehmen Einfachheit, der Gediegenheit der Stoffe und der harmonischen, geschmackvollen Farbenzusammenstellung das Lob der Bevölkerung gefunden. Man wollte sie allenthalben kennen lernen. Gerne kamen wir dem Bedürfnis entgegen und an zwei Sonntagen im Oktober zeigten wir das schmucke neue Kleid in allen 20 Gemeinden unseres Kantons. Unsere Trachten-trägerinnen und ihre Führerinnen waren hochofrenut über die gute, freundliche Aufnahme und die Sympathie, die man ihnen überall entgegengebracht hat. Alle Tage seither dürfen wir erfahren, dass

man sich in weiten Kreisen für die Tracht interessiert. Vor allem auch unsere Damenschneiderinnen, für die wir in allen drei Landesbezirken mit stärkster Frequenz von je 16 Teilnehmerinnen je einen Trachten-Anfertigungskurs veranstaltet haben. Zur praktischen Einführung der Tracht haben wir inzwischen mehr als 20 Wiederverkaufsstellen für die Trachtenstoffe eingerichtet und sie der Bevölkerung bekannt gegeben. Damit wäre die Vorarbeit getan. Es liegt nun bei unseren ausserrhodischen Töchtern und Frauen, dafür tätig zu sein, dass diese neue Sonn- und Feiertagstracht in absehbarer Zeit das freundliche Bild unserer appenzellischen Dörfer verschönere, denn die bei der Vorzeigung der neuen Tracht zutage getretene Freude und Teilnahme soll nicht der Höhepunkt, sondern nur ein Anfang sein.

-0-

Zwanzig Jahre Heimatschutz. 1905 bis 1925. Dem Geschäftsbericht 1923/24 der Sektion Zürich, der wieder über eine reiche Tätigkeit zu berichten hat, folgt eine Studie über zwanzig Jahre Heimatschutzarbeit im Gesamtverbande wie besonders im Rahmen der Zürcher Vereinigung. *Dr. E. Stauber*, Schreiber seiner Sektion und selbst Autor wichtiger Heimatschutzarbeiten und dankenswerter Korrespondenzen, ist der Verfasser der wertvollen Chronik, die an dieser Stelle wohl besonders gewürdigt werden darf. Dr. Stauber blickt um zwei Dezennien zurück auf die unerfreulichen Zustände im Bau- und Verkehrswesen, auf die rücksichtslose Profitgesinnung weitester Kreise, die für Erhaltung und Entwicklung des schweizerischen Heimatbildes immer bedrohlicher wurden, so dass der Ruf zur Gründung einer Heimatschutz-Vereinigung im Jahre 1905 lebhaften Widerhall finden musste. Im Juli wurde zu Bern die schweizerische Vereinigung gegründet und bereits im August 1905 die Zürcher Sektion unter Oberst Paul Ulrich als erstem Obmann; von den elf Taufpaten gehören die Herren Dr. Trog und Ganz noch heute dem Vorstande an. Die mannigfachen Arbeiten, die der Zürcher Heimatschutz in den zwanzig Jahren durchgeführt und geplant hat, könnten wohl nur in einer umfangreichen Monographie festgehalten werden. Aus Dr. Staubers Zeilen geht aber deutlich hervor, dass auf allen Gebieten des Heimatschutzes Erfolge zu buchen sind: Bauwesen, Landschaftspflege, Naturschutz, Volkssitten und -trachten. Ein für Zürich besonders inter-

essantes Gebiet ist die Zusammenarbeit von staatlichem und privatem Heimatschutz. Dr. Stauber schreibt darüber:

«Von ausserordentlicher Bedeutung für den schweizerischen Heimatschutz gestaltete sich die Einfügung einer Heimatschutzbestimmung im neuen, 1912 in Kraft erwachsenen, Schweizerischen Zivilgesetzbuch, das den Kantonen das Recht gibt, im Einführungsgesetz Verordnungen über Heimatschutz vorzusehen. In verschiedenen Kantonen fanden solche Bestimmungen Aufnahme, so auch im Kanton Zürich, dessen Regierungsrat am 9. Mai 1912 eine Verordnung über Natur- und Heimatschutz erliess; auch bestellte er zur Begutachtung über die Frage der Schutzbedürftigkeit einzelner Objekte eine kantonale Kommission von Sachverständigen, der vier unserer Vorstandsmitglieder angehören. Der Schutz erstreckt sich auf Naturdenkmäler, wie erratische Blöcke, Felsgruppen, alte und seltene Bäume, auf prähistorische Stätten, auf Aussichtspunkte und Landschaftsbilder; die Ausführung von Hoch- und Tiefbauten, das Anbringen oder der Fortbestand von Reklametafeln, Aufschriften, Schaukästen, Lichtreklamen u. dgl. ist demnach dann zu untersagen, wenn solche Objekte in ihrem Bestande bedroht, verunstaltet, in ihrer Erscheinung beeinträchtigt oder der Allgemeinheit entzogen würden. Die Ausübung des Natur- und Heimatschutzes ist in erster Linie Sache der Gemeinderäte. Wenn diese die erforderlichen Massnahmen unterlassen, oder wenn sich Meinungsverschiedenheiten zwischen den Behörden mehrerer Gemeinden ergeben, so können der Statthalter oder der Regierungsrat von sich aus einschreiten. Die Gemeinden sind berechtigt, auf dem Wege der Verordnung Vorschriften zu erlassen zum Schutz des Ortsbildes vor Verunstaltung sowie zum Schutze einzelner Strassen, Plätze und Bauwerke von geschichtlicher oder ästhetischer Bedeutung vor Beeinträchtigung ihrer Wirkung. Von diesem Rechte haben bis jetzt leider nur wenige Gemeinden Gebrauch gemacht: Stäfa, Wädenswil, Kilchberg, Uster und die Stadt Zürich. Diese kantonale Heimatschutzverordnung bildet eine wirksame Handhabe zur Erreichung unserer Ziele, und schon öfters konnte man zu ihr Zuflucht nehmen, wenn es galt, in bestimmten Fällen wirksam vorzugehen.

So gelang es auf Grund dieser Verordnung, die hässlichen Reklamewände bei der Station Sihlbrugg zu entfernen und auch die intermittierende Lichtreklame

der Kaffee-Hag-Fabrik in Feldmeilen auf Ende 1926 aufzuheben. Von den zahlreichen übrigen Reklamen, die so oft protzig vortraten und manches schöne landschaftliche Bild schädigten, sind die meisten nach und nach verschwunden.

Seit die kantonale Verordnung besteht, konnten wir zu unserer grossen Freude immer und immer wieder konstatieren, dass unsere obersten Behörden, Baudirektion und Hochbauamt, die Bestrebungen des Heimatschutzes mit aller Sympathie unterstützen; das sei hier dankbar anerkannt.»

Literatur

Otto von Greyerz. *Die Mundartdichtung der deutschen Schweiz.* Verlag H. Haessel, Leipzig.

Ein köstlich leuchtendes und herb duftendes Bauerngärtlein ist diese nichts weniger als trockene Abhandlung, mit hellblauem hohen Rittersporn, sonnigem Goldlack, einigen grünen und dornigen Stachelbeerstauden (treffender und auch beissender Kritik), gesunden, kräftigen Kabisköpfen und scherzhaften Rübchen. Und doch wieder beileibe nicht etwa eine schweizerische Literaturgeschichte für das Bauernvolk, sondern eine geistige Ueberschau von freier Höhe aus über den ungeahnten Reichtum altalemannischer Dichtung und schweizerischer Eigenart in allen Gauen. Wie Otto von Greyerz durch seinen unsterblichen «Röselgarten» das echte Volkslied in der Schweiz, das dank der Gesangfestkultur nur noch im Verborgenen zu blühen wagte, wieder allerorten zum Leben erweckt hat, so wird auch sein handliches Büchlein über die deutschschweizerische Mundartdichtung, das in Harry Maynes Sammlung «Die Schweiz im deutschen Geistesleben» erschienen ist, gerade bei uns daheim die Lust an der Vertiefung in die zahlreichen, gehaltvollen Erzählungen, Gedichte und Bühnenstücke unserer einheimischen Schöpfer in den breitesten Kreisen hervorrufen, wie ein freundliches Steinchen, das in den sonnenbeglänzten See hinausgeworfen wird, und dort selber versinkt, aber immer weitere Ringe im Wasser zieht.

Schon bei den alten, halbvergessenen Schreibern unserer Alltagssprache finden wir wackere Bannerträger, würdig eines Johann Peter Hebel, der nebenbei gesagt, nach v. Greyerz keineswegs etwa der erste deutsche Mundartdichter ist, sondern diesen Ehrentitel zwei derben innerschweize-